



Sauvegarder et consolider notre système de retraite:

- ⇒ **Mettre en échec le projet Fillon**
- ⇒ **Revenir aux 37,5 annuités pour tous**
- ⇒ **En finir tout de suite avec le scandale des exonérations de cotisations patronales**

Fillon veut nous faire travailler plus pour toucher moins! Avec son projet, salariés du privé, fonctionnaires, salariés des entreprises publiques, retraités, nous sommes tous perdants.

1)- Sa réforme organise une nouvelle dégradation des prestations de notre système de retraite par répartition par l'allongement de la durée de cotisation pour tous (jusqu'à 42 ans en 2020), l'augmentation des pénalités, "décotes", pour les fonctionnaires qui n'auraient pas leurs années, la modification de la base de calcul des retraites du privé (jusqu'à un préjudice de 6,67%). Par ailleurs, tous les retraités, actuels et futurs continueront de perdre en pouvoir d'achat chaque année avec l'actualisation de leur pension sur les prix "hors tabac" et non sur les salaires. Au total en 2020, nos retraites seraient amputées en moyenne de 30%!

2)- La réforme vise à faire "sauter le verrou" des retraites des fonctionnaires et toute référence aux 37,5 annuités pour mieux tirer vers le bas l'ensemble des retraites public/privé et casser les régimes spéciaux. Le projet Fillon s'inscrit totalement dans le sens du document du sommet de Barcelone, signé par Chirac (et Jospin) en mars 2002, fixant comme objectif un recul de 5 ans de l'âge du départ à la retraite partout en Europe.

Aussi, déjouons le piège de la division public/privé! Exigeons le retour aux 37,5 annuités pour tous les salariés!

3)- Côté financement, Fillon envisage d'encourager encore la capitalisation (fonds de pension) qui "carrubalise" la répartition et ampute le salaire net. Il fait cependant sa véritable réforme du financement: les milliards d'exonérations nouvelles de cotisations sociales patronales qui amputent les recettes de la Sécurité sociale.

Un seul gagnant à la réforme Fillon: le MEDEF qui veut s'accaparer l'argent du financement de la retraite par répartition et ponctionner les salaires pour développer la capitalisation, les fonds de pension.

Fondé sur la solidarité entre les générations, financé directement sur la création de richesses par les cotisations sociales (qui constituent la part socialisée du salaire), notre système de retraite par répartition, que le patronat a été obligé de concéder en 1945, a fait ses preuves. Unissons-nous pour s'opposer au sabotage de notre système de retraite, socialement juste et économiquement efficace! Assurons le succès des manifestations du 13 et du 25 mai!

Cotisations sociales: Notre système de retraite n'est pas en faillite!

pas "charges" sociales!

Les cotisations sociales financent la santé, les retraites, les allocations familiales (Sécurité sociale) et l'assurance chômage. Les baisser, c'est directement diminuer les ressources de la Sécurité et c'est les salariés (chômeurs, retraités...) qui en subissent les conséquences: baisse des retraites, forfait hospitalier, baisse des remboursements, fermeture d'hôpitaux...

Loin d'être des "charges sociales", les cotisations constituent la part socialisée de la rémunération du travail d'un salarié dans l'entreprise. Le patronat cherche autant à les baisser qu'à comprimer les salaires.

Les salariés ont aussi peu intérêt à l'un qu'à l'autre.

La démographie: faux prétexte

D'abord il n'y a pas de catastrophe imminente. Sur la base du taux de cotisation et du taux de chômage actuels, le régime général de retraites devrait rester excédentaire jusqu'en 2011.

"Plus assez d'actifs ensuite?": doit-on considérer comme une donnée définitive un chômage à 10% et la généralisation de la précarité qui amputent les rentrées de cotisations? (C'est une absurdité de vouloir reculer l'âge de la retraite alors qu'il y a 5 millions de chômeurs.)

Enfin et surtout il faut tenir compte des gains de productivité et de la croissance des richesses produites. Les besoins de financement des régimes de retraites vont s'accroître d'ici 2020 de l'équivalent de 1,6% à 1,8% de la richesse nationale selon le Conseil d'orientation des retraites (soit environ 23 milliards d'euros). Mais dans le même temps, les économistes prévoient que le PIB aura augmenté d'au moins 40% (soit + 600 milliards!). Il y aura largement de quoi faire face aux besoins. De 1950 à 2000, le financement des retraites est ainsi passé de 4% à 12,6% du PIB.

Il n'y a donc aucune fatalité à l'implosion du système par répartition. Le consolider ou le démanteler est bien un choix politique.

Ce sont les "réformes" réalisées par les gouvernements successifs qui affaiblissent notre système de retraites

Depuis 10 ans, le niveau des retraites a reculé sous l'effet du passage de 37,5 à 40 annuités de la durée de cotisation pour les travailleurs du privé et du calcul des pensions sur les 25 - au lieu des 10 - meilleures années et de leur indexation sur les prix et non les salaires (loi Balladur) (+ effet CSG).

A l'autre bout, les politiques suivies ont sapé les ressources des caisses de retraites avec la "modération salariale" et les dispositifs de déduction de cotisations sociales patronales (4 milliards d'euros par an pour Juppé, 14 milliards pour Jospin au nom des 35 heures, 6 milliards décidés par Fillon avec les lois sur les "contrats jeunes" et "l'harmonisation des SMIC").

Sans ces cadeaux au patronat (sans effet démontrable sur l'emploi), les caisses auraient dégagé des excédents bien plus importants depuis 98 qui auraient permis de revaloriser les retraites, de consolider le système et de mieux affronter l'avenir.

La sauvegarde des retraites prétexte grossier pour justifier de nouvelles privatisations: C'est le seul objectif du soi-disant "fonds de réserve pour les retraites" instauré par le gouvernement précédent et que Francis Mer a continué d'alimenter avec la privatisation du Crédit Lyonnais.

A comparer:

Coût du retour à 37,5 annuités pour les salariés du privé: 4,5 milliards d'euros (0,3% du PIB).

Manque à percevoir de la Sécu à cause des exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons: 18,2 milliards d'euros en 2001, 21 milliards en 2003

Une fausse bonne idée: taxer les revenus financiers peut être justifié à titre dissuasif. Mais asséoir une part du financement des retraites sur une telle taxe revient à les rendre dépendantes de la bourse comme avec les fonds de pension. Seul le travail crée vraiment des richesses.

La réforme Fillon s'inscrit dans l'aggravation de cette politique (voir ci-dessus).

C'est un véritable sabotage pour mieux développer la capitalisation et les fonds de pension. La perspective de diminution du niveau des retraites pousse les salariés qui le peuvent à souscrire des assurances privées. A la suite de Juppé, Fabius a mis en place avec la loi sur "l'épargne salariale" des plans d'épargne en actions à long terme qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à des fonds de pension. Fillon poursuit dans la même voie.

Le développement de l'actionariat salarié dans le cadre de fonds de pension ou "d'épargne salariale", que le gouvernement présente comme "un complément nécessaire pour sauver la retraite par répartition" est au contraire le moyen de la torpiller tout en ponctionnant les salaires.

Fonds de pension, "épargne salariale": contre les salaires et les retraites

Au jeu des fonds de pension, les patrons ont tout à gagner, les salariés tout à perdre:

- Ce sont les salariés qui vont alimenter les fonds de pension ou "plans d'épargne salariale d'entreprise": directement avec leur épargne et indirectement car les versements patronaux (presque exempts de cotisations sociales - encore des recettes en moins pour la Sécu - et déductibles de l'impôt sur les sociétés) rentreront en concurrence avec les salaires.

- La recherche du taux de profit boursier maximal va jouer contre les augmentations de salaires et les conditions de travail et tendre à instaurer l'exploitation des travailleurs par eux-mêmes. Les patrons, la bourse prennent ainsi en otages les salariés, futurs retraités.

- Enfin, jouer sa retraite à la bourse, c'est courir le risque de ne pas en avoir. Le scandale de la faillite d'ENRON est éclairant: 5000 licenciements, banqueroute pour les salariés actionnaires, ruine pour 12000 retraités qui avaient misé dans ses fonds de pension.

La garantie de retraites justes et décentes pour tous: consolider et renforcer notre système basé sur le prélèvement sur la création de richesses par la cotisation sociale

Nous exigeons: le retour à 37,5 ans de cotisations pour tous, l'intégration des années de formation, un minimum de 75% de la rémunération des 10 meilleures années, l'indexation des pensions sur les salaires (pas sur les prix), le maintien des régimes particuliers.

C'est possible! Quel financement? Les cotisations sociales!

- Baisse du chômage et augmentation des salaires amèneraient des ressources nouvelles.

- Dans l'immédiat, nous demandons la suppression de tous les dispositifs de déductions de cotisations patronales, l'extension de l'assiette à tous les éléments de rémunérations (primes, intéressement, plans "d'épargne salariale"...).

- Enfin, nous envisageons sans complexe, quand le besoin s'en fera sentir, l'augmentation du taux des cotisations patronales (inchangé depuis 1979 alors que les cotisations salariales ont crû de 40%).

La France n'a jamais été aussi riche. Notre système de retraite par répartition est la meilleure garantie pour assurer un bon niveau des retraites parce que c'est un prélèvement direct sur la richesse créée à l'entreprise, par la cotisation sociale. Il faut le défendre!

Comme en 1995, ou en 2001, unis, salariés actifs et retraités, chômeurs, jeunes, du public et du privé, "tous ensemble", nous pouvons de nouveau faire reculer les prétentions du patronat et du gouvernement.

Remettons le PCF sur les rails de la lutte de classes!

Que vous soyez communistes, sympathisants ou "simple citoyen", la situation de notre parti, le PCF, vous concerne. Son effondrement électoral sans précédent est lourd de conséquences pour le monde du travail et le pays tout entier.

Pour les communistes parisiens qui vous distribuent ce texte, la direction du PCF porte l'entière responsabilité de la chute actuelle du Parti. Elle sanctionne logiquement les choix stratégiques de la "Mutation" qui ont amené à la participation active à un gouvernement qui a loyalement géré les intérêts du capital et fait le lit de la droite.

Mais le PCF ne se réduit pas à sa direction, totalement disqualifiée et qui malgré l'ampleur du désaveu populaire et militant, persiste et séigne.

Comme des milliers de communistes (avec ou sans la carte), nous ne nous résignons à la "Mutation-démolition" du PCF, acquis historique essentiel du mouvement ouvrier dans notre pays. Nous sommes bien décidés, par notre action dans le Parti mais surtout dans les luttes dans les entreprises, les quartiers, les villes, à le remettre sur les rails de la lutte des classes.

Pourquoi pas avec vous ?

BULLETTIN D'ADHESION

Rejoignez les communistes de la section du 15^{ème} arrondissement de Paris du Parti Communiste Français!

Nom:.....Prénom:.....

Adresse:.....

Téléphone/

Courriel:.....

Entreprise:.....

RENOYER A PCF 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; courrier électronique: pcf15@wanadoo.fr